



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 18 mai 2021

DELIBERATION
N° CFVU-2021-09-PMD-086

RESULTAT DU VOTE

Nombre de votants :
Voix favorables :
Voix défavorables :
Abstentions :

Portant modification du régime des études et contrôle des connaissances



Master première année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Droit des affaires
Parcours type Droit et gestion des entreprises agricoles et agro-alimentaires

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil Vu la délibération de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire n° n° CFVU-2021-03-PMD-006 en date du 23 mars 2021,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 4 mai 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master première année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit des affaires Parcours type Droit et gestion des entreprises agricoles et agro-alimentaires** sont modifiées comme suit :

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit des affaires. Cette mention offre aux étudiants une formation diversifiée en droit des affaires, adaptée à leurs besoins professionnels ou scientifiques.

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

Dans le cadre des seuils et modalités définies par les conseils de l'université, l'admission en première année de ce Master dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission selon les modalités définies par la délibération du conseil d'administration relative aux capacités d'accueil et aux modalités d'admission en Master au titre de l'année universitaire concernée.

Ont vocation à candidater dans cette formation :

- les étudiants titulaires d'un diplôme de licence ;
- les personnes non titulaires du diplôme de licence en vue d'obtenir un accès par validation partielle des acquis de l'expérience, validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par le Président sur avis du jury d'examen

ARTICLE 4 Mobilité Internationale - Césure

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrits dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un.e étudiant.e, inscrit.e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixés par la présidente de l'établissement.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 **Organisation de la formation**

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS).

Les enseignements sont dispensés en langue française.

ARTICLE 6 **Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)**

L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

ARTICLE 7 **Organisation des travaux dirigés (TD) et obligation d'assiduité**

Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral.

L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro. Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

Langues vivantes :

L'étudiant choisit une langue parmi les quatre proposées. Cet enseignement est obligatoire.

Les modalités de changement de groupe de TD ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le département des Activités sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

Les dispenses de TD et de régime spécial y compris pour les langues ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le département des Activités sportives
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille

Les étudiants andorrans pourront substituer au semestre 1, l'option Droit Privé Comparé, par l'option de droit andorran spécialement créé à leur intention.

De même, au semestre 2 les étudiants andorrans pourront substituer l'option Droit International Privé 2, par l'option de droit andorran spécialement créé à leur intention.

Ce choix ne pourra se faire que si l'étudiant a déjà suivi 2 semestres de Droit Andorran en Licence 3.

ARTICLE 8 **Vie professionnelle- Stage**

S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage. Dans ce cas-là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

- Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage sont les suivantes :
- CDD/CDI,
- Service civique,
- VIE (Volontariat International en Entreprise)
- VIA (Volontariat International en Administration)
- VTE (Volontariat territorial en Entreprise),
- Projet de création d'entreprise.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 9 **Organisation des examens**

Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement.

ARTICLE 10 **Modalités d'évaluation de la session unique d'examen**

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un examen terminal écrit et/ou oral, ainsi que par un éventuel contrôle continu. Ces examens peuvent être organisés le samedi (cf. annexe 1).

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime, dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, pourra, après avis d'une commission, être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande au plus tard 10 jours après les épreuves de la session unique.

Le président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis de la commission constituée par la composante pédagogique.

ARTICLE 11 **Prévention du plagiat / Charte des examens**

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 12 **Bonifications**

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 13 **Condition de validation des unités et des semestres**

Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

ARTICLE 14 **Conditions d'obtention d'une mention**

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

ARTICLE 15 **Délivrance du diplôme de maîtrise**

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 16 **Mise en œuvre**

Les présentes dispositions annulent et remplacent celles adoptées par la délibération n° CFVU-2021-03-PMD-0065 en date du 23 mars 2021 précitée.

Fait à Toulouse, le 18 mai 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire

PJ : Annexes

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation
Annexe 2 : Liste des bonifications proposées par la composante dans le cadre de la formation

UE	Libellé Enseignement	Obligatoire /Option	ECTS	Heures CM	Mode D'évaluation	Durée (h)	Points CM	Heures TD	Points TD	Porteur/porté	Formation porteuse
SEMESTRE 1											
COMPETENCES DISCIPLINAIRES											
UE 1	Droit du financement des entreprises	Obligatoire avec TD	6	33	Écrit	3	60	13,5	60	Porteur	
	Imposition du chiffre d'affaires et des bénéfices	Obligatoire avec TD	6	33	Écrit	3	60	13,5	60	Porteur	
	Garanties de paiement	Obligatoire	4	33	Oral	3	80			Porteur	
UE 2	Choisir 2 options parmi 8 :										
	Droit du commerce international	option	4	18	Contrôle Continu		80	3		Porté	M1 Droit international Et Droit Européen
	Propriété intellectuelle	option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
	Groupement à statut spécial	option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
	Principes de gouvernance	option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
	Droit bancaire et financier	option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
	Droit des assurances	option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
	Comptabilité financière	option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
	Droit des restructurations des entreprises	option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
COMPETENCES DE SPECIALITE											
UE 3	Droit rural	Obligatoire	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
COMPETENCES TRANSVERSALES											
UE 4	Anglais	Obligatoire à choix	2		Contrôle Continu			12	40	Porteur	
	Espagnol									Porteur	
	Allemand									Porté	M1 Droit privé
	Italien									Porté	M1 Droit privé
Bonification	Cf : annexe 2 x 2 %	Facultatif									
Total :			30	189			440	42	160		

UE	Libellé Enseignement	Obligatoire /Option	ECTS	Heures CM	Mode D'évaluation	Durée (h)	Points CM	Heures TD	Points TD	Porteur/porté	Formation porteuse
SEMESTRE 2											
COMPETENCES DISCIPLINAIRES											
UE 5	Droit des entreprises en difficulté	Obligatoire avec TD	6	33	Écrit	3	60	13,5	60	Porteur	
	Fiscalité des sociétés et des groupes	Obligatoire avec TD	6	33	Écrit	3	60	13,5	60	Porteur	
	Contrats spéciaux des affaires 1 (vente et distribution)	Obligatoire	4	33	Oral	30 min	80			Porteur	
UE 6	Choisir 3 options parmi 6 :										
	Droit pénal des affaires	Option	4	30	Oral	30 min	80			Porteur	
	Contrats spéciaux des affaires 2 (prestation de services, mise à disposition, représentation ...)	Option	4	18	Contrôle Continu		80	3		Porteur	
	Droit aérien et spatial	Option	4	18	Contrôle Continu		80	3		Porté	M1 Droit international Et Droit Européen
	Droit international et européen des transports	Option	4	30	Oral	30 min	80			Porté	M1 Droit international Et Droit Européen
	Droit européen de la concurrence	Option	4	30	Oral	30 min	80			Porté	M1 Droit international Et Droit Européen
	procédures civiles d'exécution	Option	4	30	Oral	30 min	80			Porté	M1 Privé
COMPETENCES TRANSVERSALES											
UE 7	Anglais	Obligatoire à choix	2		Contrôle Continu			12	40	Porteur	
	Espagnol									Porteur	
	Allemand									Porté	M1 Droit privé
	Italien									Porté	M1 Droit privé
Bonification	Cf : annexe 2 x 2 %	Facultatif									
Total :			30	189			440	45	160		

BLOCS DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES	UE ASSOCIEES	ENSEIGNEMENTS ASSOCIES
COMPETENCES TRANSVRSERSALES			
COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances à l'oral et à l'écrit en français	UE 4 & UE 7	Langue vivante au choix: Anglais Allemand Espagnol Italien
COMPETENCES DISCIPLINAIRES			
ASSURER LA SECURISATION DES ACTES JURIDIQUES DE L'ENTREPRISE (contrats d'affaires, prévention du risque juridique...) (NIVEAU STANDARD)	Garantir la bonne exécution des actes commerciaux de l'entreprise Analyser les droits et obligations de l'entreprise dans ses relations contractuelles Gérer la relation contractuelle avec les débiteurs et créanciers de l'entreprise Structurer le cadre juridique encadrant la relation client Apporter en interne une sécurité juridique aux pratiques commerciales de l'entreprise Rédaction de modèle de contrat, Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail.	UE1	Droit du financement des entreprises
			Garanties de paiement
			Imposition du chiffre d'affaires et des bénéfices.
		UE2	Droit du commerce international
			Propriété intellectuelle
			Groupements à statut spécial
		UE 5	Droit des entreprises en difficulté
			Fiscalité des sociétés et des groupes
			Contrats spéciaux des affaires 1 (vente et distribution)
		UE 6	Contrats spéciaux des affaires 2 (prestation de services, mise à disposition, représentation ...)
			Droit européen de la concurrence
ASSURER LA GESTION JURIDIQUE DE LA VIE DE L'ENTREPRISE ET DE SES PRATIQUES (NIVEAU STANDARD)	Contrôler l'élaboration des documents relatifs à la vie sociétaire (PV d'AG...) et aux obligations légales de l'entreprise Superviser l'organisation des événements relatifs à la vie sociétaire (AG...) Etablir un diagnostic et fournir des préconisations sur les évolutions contextuelles pouvant impacter la vie et les pratiques de l'entreprise. Rédiger (contrôler la mise en place) des procédures internes tenant compte des contraintes et des pratiques de l'entreprise Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail.	UE1	Imposition du chiffre d'affaires et des bénéfices.
		UE 2	Droit des assurances
			Principes de gouvernance
			Droit de la banque et des marchés financiers
			Droit des restructurations des entreprises
			Comptabilité financière
		UE 5	Droit des entreprises en difficulté
			Fiscalité des sociétés et des groupes
		UE 6	Droit international et européen des transports
			Droit aérien et spatial
		GERER LES CONTENTIEUX ET ARBITRAGES (EN COLLABORATION OU NON AVEC DES CABINETS D'AVOCATS) (NIVEAU STANDARD)	Optimiser les réponses aux réclamations/litiges potentiels Construire des modèles de prévention/résolution des litiges intégrant les différentes parties. Instruire les dossiers de contentieux dans le respect des procédures liées au domaine d'activité. Définir une stratégie contentieuse.
UE 6	Contrats spéciaux des affaires 2 (prestation de services, mise à disposition, représentation ...)		
UE 6	Procédures civiles d'exécution		
COMPETENCES DE SPECIALITE			
ACCOMPAGNER LA GESTION DE LA VIE DE L'ENTREPRISE AGRICOLE (NIVEAU STANDARD)	Savoir décrire la spécificité du droit des entreprises agricoles. Maîtriser les règles régissant le foncier agricole	UE 3	Droit rural



BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés,
sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.
Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.
La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours
Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques
Liste des enseignements donnant droit à bonification

Valorisation semestre 1 et ou 2

Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation au chœur des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels /

Ouverture des bonifications pour :

- lecture à haute voix
- chorale
- photographie argentique
- photographie numérique et nouvelles technologies
- musique assistée par ordinateur
- critique cinéma

Objectifs communs :

Développer une culture générale et artistique

Stimuler la créativité

Travailler l'oralité

Travailler son rapport à l'autre dans un groupe intergénérationnel et éclectique

Confronter son travail à un public.

Acquérir des qualités transférables dans la vie professionnelle et personnelle

Barèmes de notation : présentiel, implication, restitution.

En réflexion pour une bonification : l'atelier vidéo, arts plastique, écriture etc...

Inscription par formulaire auprès de l'Espace Culturel, gratuit pour les étudiants

qui profitent des bonifications.

Engagement citoyen : Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).

.Concours d'éloquence ouvrant Droit à bonification : (Droit) Valorisation Semestre 2

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 9) Concours Claude Lombois droit international
- 10) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 11) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 12) European Human Rights Moot Court Competition
- 13) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 14) Concours Lysias
- 15) Concours national d'éloquence
- 16) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 17) Digital Law Moot Court Competition
- 18) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 19) Prix juridique Internet et media
- 20) Le marathon du droit
- 21) La Simulation de l'Organisation de l'aviation civile internationale
- 22) Les joutes de la Tesla